



**ARRETE DRH/VILLE-2026-0337**  
**ETABLISSANT LE TABLEAU ANNUEL D'AVANCEMENT AU GRADE DE**  
**ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2EME CLASSE**  
**AU TITRE DE L'ANNÉE 2026**

**Le Maire,**

**Vu** les articles L. 216-2, L. 522-4, L. 522-23 à L. 522-31 du Code Général de la Fonction Publique ;  
**Vu** les statuts particuliers des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale ;  
**Vu** la situation des fonctionnaires territoriaux de la commune ;  
**Vu** la délibération n° 03-01-2025 du 15 mai 2025 relative à la fixation des taux d'avancement de grade ratios « promus, promouvables » ;  
**Vu** l'arrêté n° DRH/VILLE-2025-0474 du 22 juillet 2025 portant sur les lignes directrices de gestion relatives aux avancements de grade des agents ;

**ARRETE**

Article 1 :

Le tableau annuel d'avancement au grade d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe au titre de l'année 2026 est établi comme suit :

| Nom et Prénom de l'agent | Grade d'origine       | Promouvable à la date du |
|--------------------------|-----------------------|--------------------------|
| TAGE Jessica             | Adjoint administratif | 01/06/2026               |
| VEIRON Lorenzo           | Adjoint administratif | 01/03/2026               |

La part respective des femmes et des hommes au sein des agents promouvables de la collectivité ainsi que dans le présent tableau sont les suivantes :

|                            | Femmes | Hommes |
|----------------------------|--------|--------|
| <b>Promouvables</b>        | 3      | 1      |
| <b>Inscrits sur le TAG</b> | 1      | 1      |

Article 2 :

Le présent tableau d'avancement sera transmis au Centre de Gestion de la Guadeloupe qui en assurera la publicité conformément aux dispositions de l'article L522-26 du Code Général de la Fonction Publique.

### Article 3 :

Le Maire,

- ✓ Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;
- ✓ Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Morne-à-l'Eau, le 24 juin 2026

Publié le :

